

GLOBAL – LOCAL

Radicalement local: quelles sont la saveur et la durabilité d'une gastronomie uniquement à base de produits suisses **4**

Village global: internet a-t-il rendu le monde plus petit ou plus fragmenté **8**

Symétrie du pouvoir: la domination historique du Nord est remise en question **12**

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#2 2024



4 «Penser en termes d'espaces économiques gigantesques nous a retiré nos responsabilités.»

8 Bienvenue dans le village global!

10 Ici et là

12 Grosse colère

EXCLUSIVEMENT SUR MONETA.CH

Un phare de vélo de Temu
moneta.ch/global-local-temu

Dé-globaliser équitablement
moneta.ch/global-local-justice

LES PAGES DE LA BAS

16 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

24 Felix Ahlers:
«Nous devons bien comprendre ce que signifie se trouver au début de la chaîne d'approvisionnement»

Glocalisation



Vivre la solidarité. Se rapprocher d'autrui. S'entraider malgré la distance sanitaire. Pas seulement avec le couple âgé de la porte à côté, mais aussi et surtout les personnes qui travaillent dans le magasin du coin de la rue, au restaurant un peu plus loin, à la ferme de la sortie du village. Tout cela coulait de source – du moins dans mon entourage – pendant les premiers

mois du confinement, au début de la pandémie de coronavirus. Bien sûr, la fermeture des frontières pour des raisons de sécurité et la rupture des chaînes d'approvisionnement nous y ont largement encouragé-es. Le local est devenu tendance, ce qui m'a fait un bien fou.

Très vite, on s'est demandé s'il s'agissait d'une renonciation définitive à la mondialisation ou si ce n'était qu'une adaptation liée aux circonstances. L'Institut du futur, à Francfort et à Vienne, s'est posé la question dès 2020. Spécialisé en tendances sociales, il a alors estimé que la pandémie avait spontanément renforcé une orientation pré-existante vers la démondialisation et le néonationalisme. L'institut en a conclu que «l'évolution annonce la fin de la turbomondialisation qui a régné ces trente dernières années». Toutefois, la mondialisation n'allait pas être suivie d'une véritable relocalisation, mais d'une «glocalisation». En d'autres termes, si la mondialisation n'était pas vouée à disparaître, elle irait en s'adoucissant. Beaucoup de chaînes de création de valeur reviendraient «à des échelles régionales». À la clé, davantage d'autonomie locale ainsi qu'un nouvel équilibre entre ouverture sur le monde et enracinement local. Cette évolution me semble positive, car comme on l'affirme volontiers, le local est aussi plus durable, plus écologique, plus équitable. N'est-ce pas?

Dans ce numéro de moneta, nous essayons de décrire le monde après trente ans de mondialisation, de néolibéralisme et de numérisation. Nous nous intéressons à la fois à l'économie, à la politique et aux idéologies. Nous cherchons également à savoir où nous en sommes sur la voie vers davantage de «local», et dans quelle mesure ce changement d'échelle est véritablement possible et soutenable pour la planète.

Simon Rindlisbacher
corédacteur en chef de moneta

moneta #2-2024

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw) et Simon Rindlisbacher (sr)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Scarlett Palmeri (sp), Dominique Roten (dr), Katrin Wohlwend (kwo)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon, Dominique Roten

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8400 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et si vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne: retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta: moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter

Les banques suisses menacent les droits de la personne en Argentine

Les banques suisses ont une forte responsabilité dans la crise de l'environnement et des droits de la personne en Argentine. La Banque nationale suisse et UBS ont investi plus de 9 milliards de dollars dans des entreprises comme TotalEnergies, Chevron et Shell. Des sociétés très engagées dans des activités de fracturation dans la région de Vaca Muerta, où se trouve l'un des principaux gisements de pétrole et de gaz au monde. Malgré la crise climatique, l'État argentin veut en accélérer l'exploitation avec l'aide de grands groupes transnationaux. Il est prévu de construire un pipeline de six cents kilomètres pour transporter pétrole et gaz vers la côte atlantique avant leur exportation. Le projet lèse aussi fortement les communautés indigènes locales, dont le territoire sera traversé par l'oléoduc. Faute de consentement de leur part, les activités d'extraction provoquent des déplacements forcés, la destruction de l'environnement, des problèmes de santé, la pollution de l'eau et une atteinte à la culture, selon le collectif BreakFree Suisse. Il affirme que les investissements de la BNS et d'UBS iraient à l'encontre du rejet de la fracturation par de nombreux cantons suisses. En question aussi, l'alignement de la BNS sur les valeurs helvétiques. (rf)

Premier traité international sur l'IA

Attention à la confusion : on a beaucoup entendu parler de la loi sur l'intelligence artificielle (IA) de l'Union européenne. Mais la convention-cadre sur l'IA, que le Conseil de l'Europe vient de présenter, a donné beaucoup de travail à l'échelle européenne. Alors que la loi sur l'IA vise plutôt à endiguer ses risques potentiels, la convention-cadre s'intéresse davantage à protéger nos droits fondamentaux, la démocratie et l'État de droit. Ce traité de droit international public est contraignant pour les États qui choisissent de le signer. Dans l'esprit du Conseil de l'Europe – organe de protection des droits de la personne –, la convention est ouverte à ses membres ainsi qu'à d'autres pays. Voilà pourquoi les États-Unis ou Israël ont participé aux discussions à Strasbourg. Les organisations de la société civile, également impliquées, ont fini par exprimer leur scepticisme quant au résultat. Elles ont été exclues des négociations lors des derniers tours. La convention-cadre sur l'IA est néanmoins le premier traité international consacré à ce sujet. (rf)

Si la BAS était aussi une maison d'édition...

... son catalogue contiendrait certainement des publications telles que « Change ton monde », « L'économie à venir », « De quoi avons-nous vraiment besoin ? » ou encore « Sortir de la croissance ». Autant de livres qui existent chez Les liens qui libèrent. Le nom de cette maison d'édition française évoque les liens qui permettent le développement aussi bien humain qu'économique. On y trouve des autrices et auteurs comme David Graeber, Marie José Mondzain, Pablo Servigne. Les liens qui libèrent publient également des livres d'Attac. (eb/sun/sp)

editionslesliensquilibere.fr

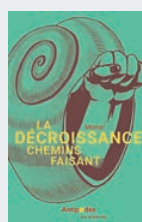
Identifier les plantes en soutenant la recherche

Vous ne retrouvez pas le nom de cette jolie fleur qui pousse en lisière de forêt ? Plus besoin de vous creuser la tête : l'application Flora Incognita l'identifiera pour vous. Quelques photos, prises avec votre téléphone ou tablette, vous permettront d'obtenir son nom et d'autres informations utiles en un rien de temps. Développée par l'Université technique d'Ilmenau et l'Institut Max Planck, Flora Incognita reconnaît plus de 16 000 espèces de plantes. Cette application gratuite appuie également des projets de sciences citoyennes, par exemple « Winti Scout » à Winterthour. La ville, qui collabore avec Flora Incognita, invite toute personne intéressée à se servir de l'application pour recenser les fleurs, arbres, arbustes et herbes de son territoire. Il suffit d'utiliser l'appli normalement et d'attribuer les observations au projet « Winti Scout ». Son équipe traite ensuite ces données pour tirer des conclusions sur la présence de plantes et la composition de l'habitat à Winterthour. Autant d'informations importantes pour préserver la biodiversité. (sr)

Informations sur l'application : floraincognita.de

«La décroissance, chemins faisant»

L'écologie est omniprésente : on ne compte plus les produits bio, les initiatives « vertes », les projets « durables » et autres écogestes, sans parler des accessoires « zéro émission ». Nous sommes soumise-s à une sensibilisation permanente et désigné-e-s comme co-responsables. Malgré cela, les impacts négatifs de notre style de vie ne font qu'empirer, tout particulièrement en Suisse. En plus d'être écologique, la crise est aussi sociale, économique, politique, démocratique, philosophique et anthropologique. Le lien entre les catastrophes devient de plus en plus clair, même quand elles surviennent à différents niveaux. Une telle complexité peut nous donner un sentiment d'impuissance. Le livre « La décroissance, chemins faisant » tente de nous aider à la surmonter et à retrouver notre capacité d'action. Il nous met en garde contre les impasses et les fausses bonnes idées, tout en esquissant de nombreuses perspectives inspirées de la décroissance. Afin de présenter des alternatives pour un avenir vivable et convivial, l'ouvrage s'appuie sur des articles de fond et des propositions concrètes, parus depuis une dizaine d'années dans le journal « Moins ! ». (sr)



À commander aux éditions Antipodes : antipodes.ch/produit/la-decroissance-chemin-faisant



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante. Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les « pages de la BAS » ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

« Penser en termes d'espaces économiques gigantesques nous a retiré nos responsabilités. »

La gastronomie radicalement locale gagne en importance. Ainsi, le restaurant Zum Goldenen Fass, à Bâle, utilise exclusivement des aliments régionaux et suisses. Nous y avons invité des spécialistes pour savoir si cette tendance culinaire est à leur goût, et aussi si elle représente la solution.

Propos recueillis par Esther Banz et Simon Rindlisbacher

Avant le lancement de la discussion, Bettina Larghi, co-chef du restaurant Zum Goldenen Fass, demande qui mange végétalien ou végétarien et qui ne veut pas de poisson. Toutes les préférences sont représentées.

moneta: Dans un guide récent sur l'alimentation en Suisse, on peut lire la phrase suivante: « Si l'on n'agit pas rapidement, impossible d'assurer la sécurité alimentaire mondiale, même en Suisse. » Alors, que faire pour rendre l'alimentation durable?

Christoph Meili Pour ce qui est du bilan écologique global, nous consommons évidemment bien trop d'aliments d'origine animale. En outre, pour les cultures, on recourt trop souvent à des serres chauffées et à des pesticides toxiques. Une alimentation conforme au « Planetary Health Diet » – qui repose idéalement sur une agriculture régénérative – est bonne pour la planète et la santé humaine. Elle rétablit, voire améliore les cycles de l'eau, la fertilité des sols et la biodiversité, au lieu de continuer à les dégrader. Ces deux principes sont fondés sur une production adaptée au lieu. En Suisse, par exemple, la production et la consommation de lait peuvent s'avérer judicieuses dans certaines régions, alors que dans d'autres, mieux vaudrait manger du poisson.

Piera Waibel Je partage ce point de vue, mais aimerais ajouter que dans les pays d'origine de nombreux aliments, les gens travaillent pour nous depuis parfois plusieurs décennies. Si nous décidons d'accroître la production locale et donc de renoncer à nous approvisionner chez ces personnes, il faudrait aussi se demander quelles conséquences cet arrêt soudain aurait pour elles.

Bettina Larghi présente l'entrée:

Crème brûlée au fromage de chèvre frais, salade d'asperges blanches, concombre à la menthe, framboises

Végétalien Salade d'asperges aux herbes sauvages, concombre à la menthe, framboises

Vin naturel vinifié en ville.

Les assiettes sont alléchantes. Bon appétit!

Basil Bornemann L'alimentation marche complètement sur la tête, de nos jours: le lien entre les personnes qui produisent et celles qui consomment a quasiment disparu. Je me demande donc comment faire pour que les gens recommencent à s'intéresser et à s'engager davantage pour des questions qui touchent à l'alimentation, afin que celle-ci devienne plus démocratique.

Adrian Müller Les discussions sur l'alimentation m'agacent de plus en plus, car on a beau connaître les solutions depuis longtemps, rien ne change. Nous avons besoin de systèmes alimentaires qui produisent dans les champs seulement la quantité de fourrage nécessaire à une bonne rotation des cultures. Ce serait déjà une avancée remarquable. J'aimerais aussi que l'on responsabilise davantage la grande distribution. Quand elle affirme que la demande serait établie – par exemple pour la viande –, elle fait partie du problème, pas de la solution. En tant que scientifique, je doute parfois qu'il vaille la peine de continuer à mener des recherches. Nous connaissons les solutions, nous aurions dû les mettre en œuvre depuis belle lurette!

Urs Niggli L'agriculture subit la pression économique, et la demande d'aliments bon marché est forte. Résultat: des monopoles, autrement dit, tout le contraire de la diversité. Celle-ci représente pourtant la solution, pour la vie dans le sol, les cultures, les semences ou le paysage. Il y a longtemps que la politique et le commerce de détail devraient agir. D'ailleurs, si l'on se contentait d'appliquer ce que les nutritionnistes nous répètent à l'envi depuis quarante ans, nous verrions déjà deux effets positifs: une alimentation à la fois plus saine et plus écologique.

Gilbert Engelhard, vous êtes fondateur et co-propriétaire du restaurant où nous nous trouvons. Pourquoi avoir choisi le cent pour cent local?

Gilbert Engelhard Nous avons fait ce choix il y a à peu près six ans. Je ne supportais plus de voir autant d'aliments toujours en rayon, même hors saison. Ni le fait que tous ces produits soient si bon marché, alors que le système nuit à l'environnement, coûte une fortune et renforce les monopoles. Nous avons donc décidé de faire autrement. Les productrices et producteurs étaient encore rares dans la région, mais cela a changé. L'un des grands avantages du régionalisme est son impact positif sur l'économie locale. La diversité de la production augmente dans les environs. Une petite entreprise produit son propre tempeh et ses sauces soja; une femme cultive amoureusement quatre cents herbes aromatiques pour salades dans son jardin en permaculture. Et ce ne sont là que deux exemples.

Basil Bornemann Se limiter n'empêche donc pas la diversité. Il est intéressant de constater que cela peut même être enrichissant et permettre d'innover!

Adrian Müller Oui, mais dans quelle mesure ne s'agit-il que d'une niche? Du point de vue de la durabilité, la grande question est: comment proposer une bonne alimentation, au sens écologique et social, à des personnes que cela intéresse peu?

Piera Waibel La seule façon de convaincre les foules passe par le porte-monnaie. Il faut abolir les subventions qui ne servent à rien et en instaurer qui ont du sens! Une alimentation écologiquement mauvaise ne devrait pas coûter moins cher que celle qui est meilleure.

Les gens sont-ils prêts à payer pour la qualité et la durabilité?

Piera Waibel Beaucoup de personnes manquent d'informations sur ce qui est réellement écologique et social. On les abreuve de publicité mensongère, ce qui fausse leur perception. On peut croire qu'acheter des aliments chez la famille paysanne d'à côté est de toute façon bon, mais peut-être qu'elle utilise intensivement des pesticides, alors que d'autres en Italie produiront le même aliment de manière super durable.

Christoph Meili C'est vrai, on doit mieux informer les gens. Les sondages montrent régulièrement que beaucoup de personnes sous-estiment l'importance d'activités qui ont en réalité beaucoup d'impact sur l'environnement. Par exemple, prendre le train au lieu de l'avion ou manger des aliments d'origine végétale plutôt qu'animale. En même temps, ces personnes surestiment l'utilité de gestes peu favorables à l'environnement, comme recycler les plastiques.

Le deuxième plat est servi:

Vitello «Pollato», câpres à l'ail des ours, radis, roquette,
huile de livèche

.....

Végétalien Ragoût de lentilles béluga, radis, noisettes, roquette,
huile de livèche

.....

Adrian Müller (lorgnant l'assiette de son voisin) Qu'a bien pu manger ce poulet?

Gilbert Engelhard Du Ribelmais, une variété de maïs originaire de la vallée du Rhin.

Serait-il plus écologique de revenir à une production locale partout dans le monde, et cela permettrait-il de nourrir la planète?

Adrian Müller L'endroit où l'on se trouve compte beaucoup; on doit savoir ce qui est disponible dans la région. Il est sans doute plus difficile de s'alimenter localement en Suède qu'ici, à Bâle, ou en Italie. Et j'ignore s'il est partout possible de nourrir la population dans un rayon de quarante kilomètres. Songeons aux mégapoles comme Shanghai, où vivent des dizaines de millions de personnes! Cela dit, en principe, on peut déjà produire suffisamment de nourriture pour tous les êtres humains dans les limites de capacité de la biosphère.

Piera Waibel À condition de changer les habitudes alimentaires...

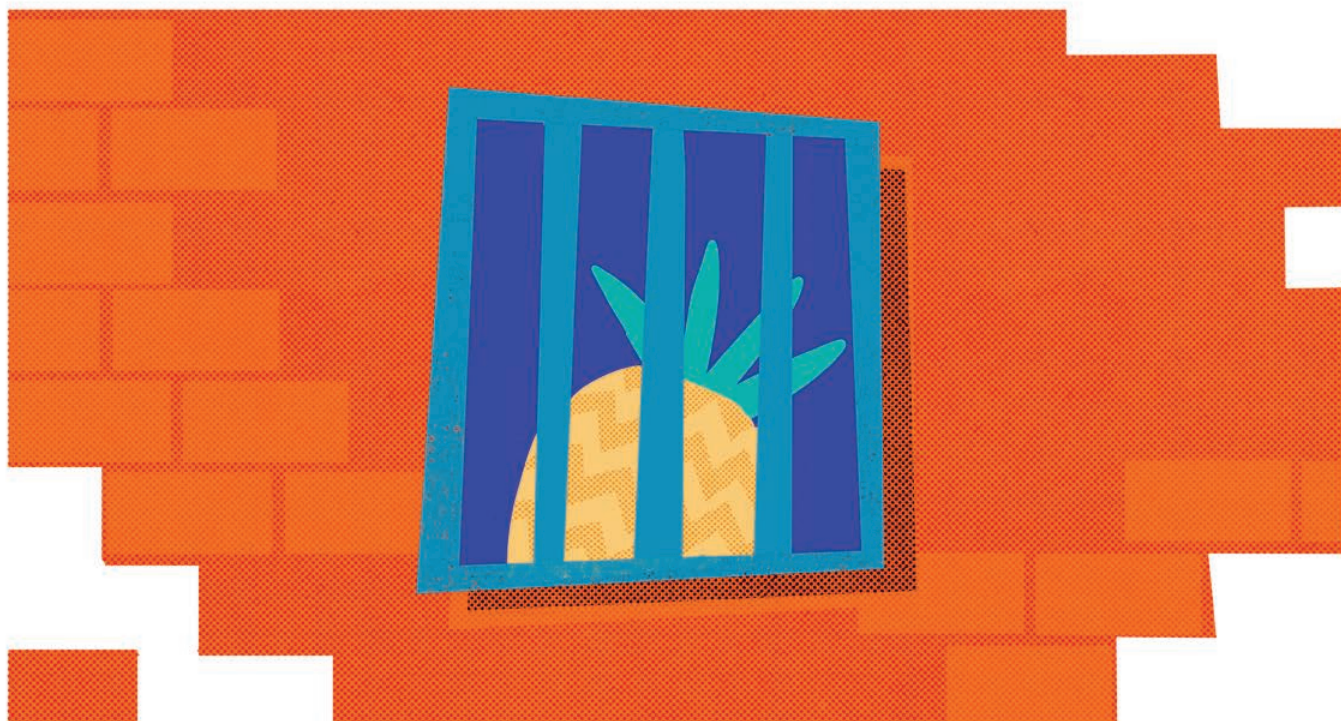
Adrian Müller Oui, consommer moins de produits d'origine animale et gaspiller moins d'aliments.

Dans notre pays, l'Union suisse des paysans (USP) joue un rôle important pour ce qui est du contenu de nos assiettes.

Urs Niggli Oui, et cette organisation est, hélas, particulièrement rétive aux changements. Il est tragique de constater qu'elle ne perçoit toujours pas à quel point, en s'évertuant à le préserver de toute évolution, elle défend mal les intérêts du monde paysan. Elle pourrait redéfinir son rôle en accompagnant et en soutenant ses membres, dans la préparation et la manière de s'attaquer aux bouleversements qui les concernent. L'admettre serait révolutionnaire.

Adrian Müller C'est ce qui aurait le plus d'impact en Suisse. Cela donnerait en outre à l'agriculture le pouvoir d'agir face à la grande distribution. Il faudrait pour cela que l'USP

>>>





Pas de demi-mesures pour ta santé.

La médecine complémentaire fait partie de notre ADN.

egk.ch

 **EGK**
Sainement assuré

devienne plutôt une sorte de syndicat des agricultrices et agriculteurs. Je me demande depuis longtemps pourquoi cela n'arrive pas.

Piera Waibel Parce que notre pays compte tellement de quasi-monopoles indébouillonnables.

Cela explique-t-il la difficulté à transformer le système alimentaire en Suisse?

Piera Waibel Oui. Le sucre est un exemple. Mais pour le blé, les huiles végétales ou le lait aussi, les paysannes et paysans ne peuvent pratiquement plus choisir à qui vendre. Tout le système fonctionne ainsi, et seule une minorité en profite.

Basil Bornemann Les rapports de force sont déséquilibrés dans le système alimentaire. Nous avons affaire à une imposante concentration.

La restauration et le commerce de détail joueraient-ils le jeu si l'agriculture disait: « Désormais, nous allons nous améliorer? »

Christoph Meili La gastronomie et la grande distribution ont un rôle central en tant qu'interface entre production et consommation. Le changement sera nettement plus facile si elles y participent. Quant à la restauration collective, elle peut avoir un impact notable en mettant en avant les aliments sains et écologiques, en jouant la carte de l'incitation.

Le plat principal arrive sur la table:

Saumon suisse rôti, curcuma-verjus-beurre blanc, pak choi, ail frit, lentilles béluga

Végétarien Gnocchi de ricotta, crème de cèpes, coulis de carottes, choux-raves, épinards

Végétalien Tempura d'asperges vertes, soja aux herbes, sauce tomate-piment-citron kaffir, oignon de printemps, millet de sorgho

Par exemple?

Christoph Meili Si le menu 1 était plus souvent végétarien, la consommation de viande et l'empreinte carbone des repas diminueraient fortement, car beaucoup de gens le choisissent par habitude.

La restauration collective – notamment les cantines, garderies scolaires et hôpitaux – peut donc avoir un effet de levier important. Avons-nous encore le temps de réaliser cette transition en douceur?

Urs Niggli Je ne vois pas de solution rapide à mettre en œuvre. Pour accélérer, il faudrait changer les conditions-cadres.

Christoph Meili Ce que fait Gilbert est primordial aussi: proposer des menus appétissants. Dans l'éducation ménagère et la formation gastronomique, les menus à base de végétaux doivent devenir plus attrayants. Beaucoup de livres de recettes donnent au minimum des idées et informations pour cuisiner végétarien, ce qui me réjouit.

Café à base de lupin pour qui en veut.

Tout le monde y souscrit.

Le repas était délicieux, la discussion animée. Nous pouvons en retenir ceci, entre autres: se limiter n'empêche ni la progression ni la diversité. Et le mot d'ordre pour assurer l'avenir de l'agriculture et de la production alimentaire est « autonomisation ». Quelle serait votre conclusion?

Gilbert Engelhard LA solution, ce n'est pas la régionalité absolue, mais...

Basil Bornemann ... la variété absolue! Pour cela, le système alimentaire doit s'assouplir.

Adrian Müller Je suis pour que l'on s'adapte au lieu et que l'on opte radicalement pour des cultures et une production locales. Il en va autrement pour la consommation. Si je pouvais suggérer un tournant décisif à l'USP, ce serait l'accompagnement vers le changement plutôt que l'immobilisme.

Piera Waibel L'USP me préoccupe aussi. Je tiens beaucoup à l'idée d'une révolution ascendante au sein de l'association.

Christoph Meili La qualité des aliments et l'originalité de la présentation des aliments végétaux sont importantes. J'ai beaucoup aimé le repas d'aujourd'hui!

Urs Niggli Après un tel festin, je manque d'objectivité (rires). Mais, dans l'ensemble, je pense que les régions doivent prévaloir. Réfléchir à l'échelle nationale cause souvent des guerres, et penser en termes d'espaces économiques gigantesques nous a retiré nos responsabilités. Une déresponsabilisation agréable, certes, puisqu'elle nous a épargné beaucoup d'ennuis, mais ô combien dévastatrice! Je constate que des mouvements opposés à la monopolisation intensifient leur organisation à l'échelle régionale. Cela implique de se nourrir autant que possible et de manière solidaire avec ce que produisent des agricultrices et agriculteurs de la région. •

Participant-e-s:

Basil Bornemann, Chercheur en sciences sociales (Université de Bâle et Université de Zurich), co-auteur du guide scientifique «L'avenir de l'alimentation en Suisse».

Gilbert Engelhard, cuisinier de formation, fondateur et copropriétaire de «Zum Goldenen Fass», notre hôte de la soirée

Adrian Müller, collaborateur scientifique à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL)

Christoph Meili, ingénieur en environnement, spécialiste des écobilans chez ESU-services et au WWF Suisse

Urs Niggli, agronome, fondateur et président de l'Institut d'agroécologie, institut privé de recherche et de conseil

Piera Waibel, économiste et conseillère d'entreprise indépendante, spécialisée dans les systèmes de production alimentaire durables, également dans le Sud global

Bienvenue dans le village global!

Internet a-t-il rétréci le monde, ou l'a-t-il plutôt fragmenté jusqu'à le rendre complètement illisible? Difficile d'exprimer la notion d'espace dans la sphère numérique. Alors référons-nous à Marshall McLuhan, influent théoricien des médias, qui esquissait voilà plus d'un demi-siècle l'idée de sociétés tribales numériques.

Texte: Roland Fischer

Des élections auront lieu en novembre aux États-Unis. Des élections importantes. Il est, comme toujours, délicat d'exhumer les affirmations de philosophes de leur temps et autres prophètes pour en parler. Marshall McLuhan, théoricien de la communication, ne fait pas exception à la règle. Jamais avare d'une interprétation croustillante de son époque, il déclarait en 1969 dans *Playboy*, qui était alors un magazine sociopolitique de référence: «Dans notre monde logiciel de transmission électronique et immédiate des communications, la politique passe de l'ancien modèle de représentation à une nouvelle forme de participation communautaire, spontanée et instantanée. (...) Les élections comme nous les connaissons n'auront un jour plus de sens.»

La télévision: naissance d'une révolution culturelle

Cet enfant terrible du monde universitaire a été longtemps déconsidéré par les milieux spécialisés. Pourtant, émises à la préhistoire de la révolution numérique, ses idées avaient de quoi séduire. La notion la plus marquante est sans doute celle de «village planétaire»: «l'interdépendance nouvelle imposée par l'électronique recrée le monde», formule Marshall McLuhan de manière un peu alambiquée. Aujourd'hui encore, on recourt volontiers au terme de «village global» pour décrire l'abolition des distances dans le numérique, la possibilité de tout savoir à tout moment, d'être en contact direct avec d'autres personnes sur toute la planète. L'amie australienne sur Facebook est comme une voisine; le groupe d'activistes véganes sur Telegram remplace le cercle de proches. Lorsque M. McLuhan peaufinait ses idées au début des années 1960, il ne connaissait bien entendu rien de tout cela. À ce moment, la télévision – média qui exigeait «une forte participation et implication de toute la personne» et avait «élevé à l'extrême notre conscience générale du sens et de la forme de la vie ainsi que des événements mondiaux» – l'impressionnait beaucoup. De telles déclarations sonnent étrangement soixante ans plus tard, mais il avait peut-être raison d'affirmer que la télévision avait déjà initié la révolution culturelle. Pour Marshall McLuhan, le succès du tube cathodique a marqué la fin de la «galaxie

Gutenberg» qui, reposant sur l'écriture, nous avait apporté les Lumières, la pensée analytique ainsi qu'une vision objective et distanciée du monde. Le théoricien des médias voyait arriver une nouvelle ère, qui allait nous rapprocher des origines de la civilisation. Il a inventé à cette fin le terme de «retribalisation», soit la ré-unification des gens «dans un nouvel état d'existences tribales multiples». M. McLuhan considérait l'humain alphabétisé comme un être aliéné et appauvri, auquel il opposait l'humain «retribalisé», capable de «mener une vie beaucoup plus riche et épanouie – non pas celle d'un robot sans conscience, mais celle d'un-e participant-e à un réseau sans faille de solidarité et d'harmonie mutuelles.»

Priorité aux polémiques

«Robots sans conscience», voilà une expression que l'on utilise volontiers pour décrire ces ados dont les circuits de récompense sont presque exclusivement stimulés par les algorithmes des médias sociaux. Ils déroulent pendant des heures d'interminables flux sans consistance. Faut-il pour autant considérer cela avec un pessimisme culturel? Ne vit-on pas plutôt bien, dans le village global, dans la société numérique tribale? Quand on interroge Philipp Meier, spécialiste des médias sociaux et développeur communautaire du site d'information swissinfo.ch, sur l'épatant nouveau monde électronique que dépeint Marshall McLuhan, il se montre d'abord sceptique: «Le mot «tribu» évoque pour moi la polarisation.» Les canaux numériques sont résumables en une seule question: à quelle tribu appartiens-tu, «la tienne ou la mienne»? Pas de quoi étonner M. Meier, étant donné le mode de fonctionnement des algorithmes. Lui aussi se retrouve parfois empêtré «dans ces tourbillons». Il rappelle que ceux-ci privilégient les polémiques, récompensant «disputes et débats émotionnels».

La bulle, un espace protégé

Marshall McLuhan avait déjà perçu ce que son utopie électronique recelait de contradictoire. En général, ses idées n'étaient jamais strictes et ne visaient pas à l'être: «Dans le village planétaire, les interactions peuvent être très compliquées et les situations très agressives.» Rien à voir avec un monde idéal, donc. David Bosshart, directeur de l'Institut Gottlieb Duttweiler, déclarait récemment dans une entrevue que les «tri-



bus» modernes étaient animées surtout par des sentiments et difficilement influençables: «Pour rester unies, elles doivent être en perpétuelle ébullition. Ces émotions partagées les soudent. Rien n'a changé depuis les chasseurs-cueilleurs.» Pour Philipp Meier, notre spécialiste des réseaux sociaux, cela serait à la fois une malédiction et une bénédiction. De nombreuses minorités et sous-cultures se rassemblent dans l'opacité numérique, où les médias sociaux exercent un effet identitaire. Plutôt que de «tribus», M. Meier préfère parler de «bulles». Associée à la fragmentation de la sphère publique, au péril de l'échange démocratique, au cloisonnement des espaces d'opinion, cette métaphore a acquis une connotation négative. Philipp Meier se représente volontiers les bulles comme des «espaces protégés», par exemple pour les personnes queer. Anna Rosenwasser, auteure et nouvelle conseillère nationale, a ainsi créé un tel espace («ou, en ce qui me concerne, fondé une tribu»), où celles et ceux qui ne trouvent pas grâce auprès de l'opinion publique se sentiront à la maison. M. Meier estime que les médias s'intéressent trop peu à ces exemples positifs. Les analyses de la façon dont Mme Rosenwasser a mené une campagne électorale fructueuse à partir de cette bulle ont été trop rares. Elle est, en quelque sorte, la première influenceuse à siéger au Palais fédéral. Et ce petit espace, soudain perceptible à grande échelle, fonctionne tout à fait globalement, comme l'explique M. Meier en prenant l'exemple des

mêmes musicaux avec leurs danses spécifiques, qui deviennent viraux sur TikTok. Si «toutes les cultures ont l'impression de danser sur le même air», il pense que l'on peut y voir une nouvelle forme de compréhension entre les peuples. Et pourquoi pas «ce que l'ONU aurait voulu devenir»?

Retour obligatoire au tribalisme?

Tebuh Winnie Kanyimba, sociologue à l'Université de Bâle, applique elle aussi le concept de retribalisation. Un terme qu'elle rapporte à l'appartenance à une communauté. Des facteurs comme «l'ethnicité commune, la culture commune ou les valeurs communes» y jouent un rôle. Dans ses recherches, Mme Kanyimba s'intéresse entre autres aux procédures de naturalisation, c'est-à-dire les mécanismes d'admission dans la «tribu» d'une localité. La métaphore tribale est à double tranchant: implique-t-elle un lien ou une exclusion? «Le terme «tribu» a servi à dépeindre des communautés africaines comme primitives ou arriérées», explique la sociologue. Selon elle, il importe de prendre du recul avec cette image négative et de mieux comprendre comment ces communautés se sont organisées. La structure que l'on qualifie généralement de «tribu» peut avoir des formes très différentes.

Indépendamment des théories sur les médias numériques, le sociologue français Michel Maffesoli avait évoqué le néotribalisme dans son livre «Le temps des tribus», paru en 1988. Il était convaincu que les sociétés s'orienteraient de plus en plus vers des formes d'organisation issues d'un passé lointain, tandis que les cultures et institutions modernes perdraient leur rayonnement. L'ère postmoderne devait donc forcément revenir au système tribal. Quelle que soit la façon dont on l'interprète, cette ère exige de nouveaux comportements. Philipp Meier émet une recommandation: «Quand il devient trop oppressant d'être sans cesse considéré-e comme ami-e ou ennemi-e, protège-toi en mettant les réseaux sociaux en mode silencieux.» S'éloigner de temps en temps des débats est à la fois une nécessité et une preuve de compétence médiatique. Alors, que diriez-vous d'aller vous promener dans les bois, histoire de sortir un moment du village global? •

Exclusivement
sur
moneta.ch

Un phare de vélo de Temu

Par Roland Fischer

Depuis quelque temps, la plateforme chinoise Temu inonde la planète d'objets bon marché: ustensiles de cuisine, vêtements, produits de beauté, appareils électriques, jouets, on y trouve de tout. Comment fonctionne-t-elle exactement? Que cache son

modèle commercial? Qu'a-t-il de contestable? Éléments de réponse au moyen d'une expérience et d'une comparaison avec Migros.

Exclusivement sur moneta.ch/
global-local-temu

Ici et là

Le local est tendance. Dans les rayons des supermarchés, le label « régional » vaut comme gage de qualité. En même temps, la Suisse échange avec le reste de la planète, important et exportant assidûment dans les domaines les plus variés. Des mouvements dont nous dépendons en général, du moins pour maintenir notre niveau de vie actuel. Quelques chiffres et faits.

Texte: Simon Rindlisbacher

Déchets

Il est de plus en plus évident que les déchets sont une ressource qu'il faudrait réemployer sous une forme ou une autre. Objet d'un commerce mondial, ils traversent régulièrement les frontières, y compris celles de la Suisse. En 2022, l'OFEV a reçu des informations sur l'exportation de 3,6 millions de tonnes de déchets, tandis que 0,8 million de tonnes étaient importées. La plupart des exportations étaient soumises à notification, comme c'est le cas pour les matériaux d'excavation non pollués ou le bois usagé. Ce dernier sert par exemple à produire de l'énergie en Italie. À cette même fin, la Suisse a également importé, entre autres, des déchets urbains à incinérer. On exporte aussi, en tant que ressources, des déchets spéciaux inutilisables: environ un tiers part à l'étranger, la Suisse ne disposant pas des installations de recyclage pour les traiter. Il s'agit généralement de déblais ou d'asphalte de démolition pollués. L'OFEV ne recense pas tous les déchets exportés, mais seulement ceux qui sont soumis à autorisation.

Exportations et importations de déchets en 2022 (en tonnes) enregistrées par l'OFEV

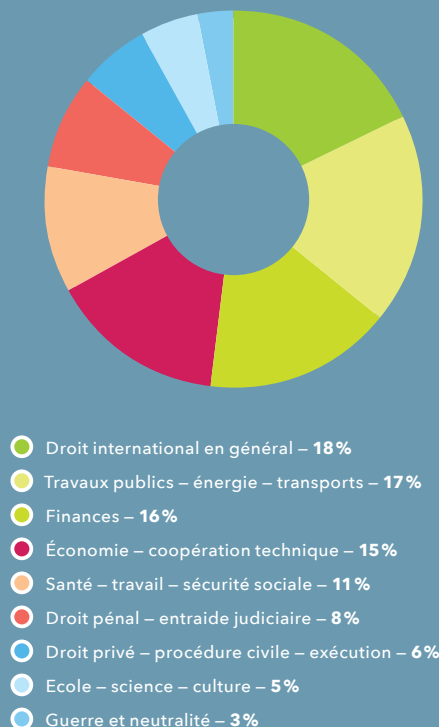
Type de déchets	Exportés	Importés
Déchets urbains	–	334 000
Déchets spéciaux	570 000	68 622
Déchets soumis à notification	3 066 050	414 016

Source: Statistiques sur les déchets – Office fédéral de l'environnement OFEV

Législation

Dans les débats politiques, la Suisse est régulièrement appelée à ne pas se laisser assujettir par des «juges étrangers», et rien ne devrait se trouver au-dessus de la Constitution suisse. Le fait est pourtant que de nombreux traités internationaux influencent déjà le destin du pays: 3114 sont actuellement en vigueur, alors qu'il n'existe «que» 2122 actes législatifs nationaux. L'interconnexion par des traités internationaux s'intensifie, souvent sans grande discussion. La plupart des accords sont signés avec les pays voisins; ils règlent notamment des questions dans les domaines de l'énergie, des transports, des finances, de la coopération économique.

Thèmes des 3114 traités internationaux début 2024



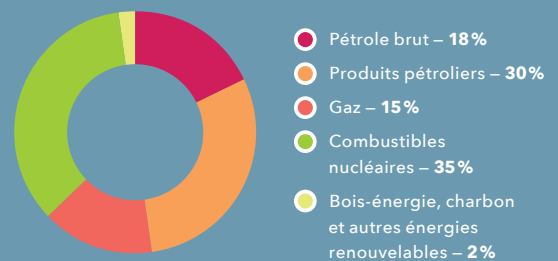
Source: Recueil systématique du droit fédéral – Fedlex

Énergie

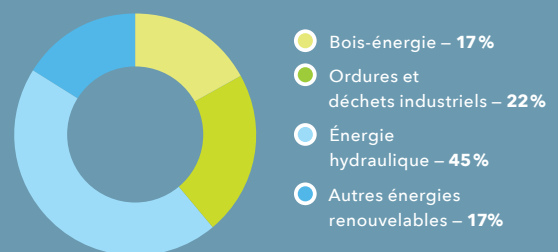
Alors que la consommation mondiale d'énergie primaire* croît sans cesse, elle tend à diminuer en Suisse depuis 2010, malgré l'augmentation de la population. Cette année-là, la consommation atteignait 1 181 070 térajoules; elle n'était plus que de 1 025 380 en 2022. Quelque 72 pour cent de cette énergie provenait de l'étranger, 27 pour cent du pays et 2 pour cent des stocks. Un tiers de l'énergie importée était du combustible nucléaire et un autre tiers des produits pétroliers. Quant à l'énergie primaire indigène, près de la moitié était issue de l'hydraulique. Le mix énergétique de notre pays diffère donc de la moyenne mondiale, où les produits pétroliers, le charbon et le gaz fournissent environ 80 pour cent de l'énergie primaire. Nous recourons aussi davantage à des énergies renouvelables.

*L'énergie primaire provient de sources d'énergie non encore transformées, comme le lignite, le pétrole, le gaz naturel, l'eau, le vent ou les combustibles nucléaires. Une fois transformée, cette énergie devient «finale», par exemple l'électricité produite à partir d'eau ou d'uranium.

Sources d'énergie importées en 2022



Sources d'énergie indigènes en 2022



Sources: Statistique globale suisse de l'énergie 2022 – Office fédéral de la statistique / Faits et chiffres sur la mondialisation – Centre fédéral allemand pour l'éducation politique

Alimentation

La Constitution impose à la Confédération de veiller à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire – tâche exigeante étant donné l'augmentation constante de la population. Entre 1990 et 2014, les produits indigènes couvraient 60 pour cent environ des besoins alimentaires. Depuis, ce taux d'autosuffisance brut a baissé; il s'élevait à 52 pour cent en 2021. Le taux d'autosuffisance net, qui inclut uniquement les denrées produites avec des aliments locaux, était de 45 pour cent. Même si manger local est tendance, la Suisse dépend de plus en plus des importations, surtout en ce qui concerne les aliments végétaux. Si l'on prend en compte la valeur énergétique, nous importons en majorité des graisses et des huiles, des préparations à base de céréales (par ex. pâtes, muesli ou pain) ainsi que du sucre et des douceurs.

En 2021, sur la base de leur valeur énergétique,

36 pour cent des aliments d'origine végétale
96 pour cent des aliments d'origine animale

consommés en Suisse provenaient de l'intérieur des frontières.

Source: Statistiques et évaluations concernant l'agriculture et l'alimentation 2022 – Agristat

Musique

L'art ne connaît pas de frontières. Et lorsqu'il s'agit de musique, celles de la Suisse semblent particulièrement perméables (du moins si l'on prend le palmarès helvétique pour référence): en 2023, une seule chanson suisse a rejoint le classement annuel. Toutes les autres provenaient de 23 pays. Sur 100 titres, 29 venaient des États-Unis, 16 d'Allemagne et 7 de France.

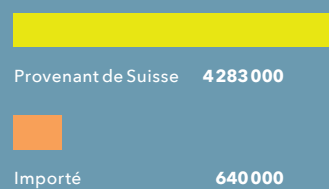
1 chanson suisse est parvenue à se hisser dans le hit-parade annuel en 2023

Source: palmarès annuel 2023 – hitparade.ch

Matériaux de construction

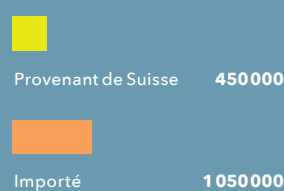
Quand on construit en Suisse, c'est surtout avec du béton (environ 85 pour cent des matériaux employés). Le ciment provient en grande partie du pays, seuls 13 pour cent ayant été importés en 2022. La construction en bois gagne en importance: elle concerne aujourd'hui près de 15 pour cent des nouveaux bâtiments, avec une tendance à la hausse. En tout, 1,5 million de mètres cubes de bois ont été utilisés en 2018. Environ 70 pour cent ne provenaient toutefois pas de Suisse (où l'on peut l'exploiter durablement), mais de l'étranger.

Consommation de ciment de la Suisse en 2022, en tonnes



Source: Plate-forme «Matières premières minérales en Suisse» – Office fédéral de topographie swisstopo

Consommation de bois de construction de la Suisse en 2018, en mètres cubes

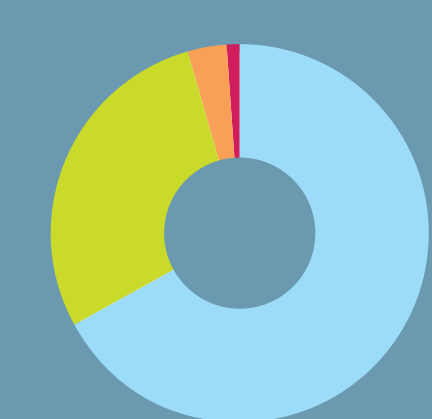


Sources: projet de recherche «Consommation finale de bois en Suisse – Haute école spécialisée bernoise / article «Von wegen heimisch» – WOZ Die Wochenzeitung

Vêtements

Au cours des cinq années ayant précédé la pandémie, les Helvètes ont dépensé en moyenne à peu près 150 francs par mois pour s'habiller. La majorité des vêtements sont importés: en 2022, 67 pour cent provenaient d'Asie et 28 pour cent d'Europe, sur une valeur totale de 8,3 milliards de francs. Dans le même temps, l'habillement exporté principalement vers des pays européens représentait 2,9 milliards de francs en tout. On ignore combien d'habits achetés en Suisse y avaient aussi été produits.

Importations de vêtements par espace économique en 2022, en millions de CHF.

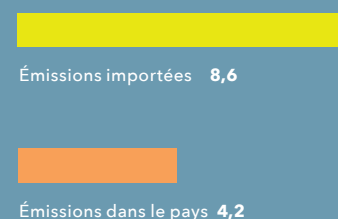


Source: Rapport conjoncturel hiver 2022 – Swiss Textiles

CO₂

En comparaison internationale, la Suisse n'émet que peu de CO₂ au total... si l'on tient compte exclusivement des émissions dans les frontières. Il faut savoir qu'une grande partie des émissions du pays est délocalisée via l'importation de marchandises. Ainsi, en 2021, chaque personne vivant en Suisse a généré 8,6 tonnes à l'étranger contre 4,2 tonnes dans le pays. Ce total de 12,8 tonnes de CO₂ par habitant-e a valu à la Suisse le 12^e rang mondial du «palmarès», peu avant la Belgique et les États-Unis, juste après l'Allemagne. Le Qatar est le plus gros émetteur de CO₂.

Émissions par personne en 2021 en tonnes équivalent-CO₂



Source: Comptes des émissions dans l'air des ménages et de l'économie, par secteur économique – Office fédéral de la statistique



Grosse colère

Après des décennies de mondialisation, de capitalisme effréné et de numérisation galopante, la révolte gronde de plus en plus fort. Des pays du Sud s'unissent contre la domination historique du Nord. La polarisation s'accroît même à l'intérieur des pays, faisant surgir lignes de fracture, ressentiments et conflits. Cette colère mène-t-elle vers une nouvelle symétrie du pouvoir ?

Texte: Waseem Hussain



Photo: m.aid

Waseem Hussain est né en 1966 dans la ville portuaire de Karachi, au Pakistan, et il a grandi au bord du lac de Zurich. Une seule et même question sous-tend les innombrables thèmes qui intéressent cet auteur, compositeur et conférencier indépendant: pourquoi l'humain agit-il ainsi? waseemhussain.com

La colère est plus évidente que jamais. Elle se manifeste sur tous les canaux, traverse les frontières, va du sud au nord. Les points cardinaux marquent un fossé à la fois géographique et hiérarchique. Le premier sépare des pays du Sud politiquement, socialement et économiquement faibles de pays du Nord riches, stables et puissants. Le second fossé n'a ni latitude ni longitude: il voit des personnes mécontentes, déshéritées et devenues méfiantes se dresser contre des privilèges réels ou supposés.

Au temps des colonies, les monarchies européennes s'imaginaient supérieures d'un point de vue civilisationnel à leurs sujets d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Elles justifiaient ainsi leur prétention au pouvoir. Or, depuis la fin des colonies et de la guerre froide, depuis l'avènement de la mondialisation, depuis la diffusion planétaire des téléphones portables et d'internet, on constate que la Terre est bel et bien ronde: chaque point cardinal mène à tous les autres. Des mots-dièse comme #ICantBreathe, #Notinmyname et #MeToo dénoncent des inégalités de pouvoir à l'échelle mondiale.

Révolte contre la hiérarchie Nord-Sud

Difficile d'accepter que l'on puisse déterminer unilatéralement l'ordre politique, l'utilisation des ressources et l'organisation des relations, alors que devient obsolète la vision du monde et de l'humain selon le schéma haut-bas. Dans les années 1980, l'Occident a interprété l'invitation de la Chine à s'ouvrir d'égal-e à égal-e comme une victoire des valeurs occidentales sur une énigmatique dictature extrême-orientale. Des chefs d'État en Europe et en Amérique ont appelé au « changement par le commerce », entendant par-là que la libre circulation des capitaux et des biens industriels allait leur permettre d'occidentaliser non seulement la Chine, mais aussi tous les pays et toutes les cultures qu'elles et ils considéraient comme rétrogrades. L'Occident s'est fortement indigné quand l'Inde et le Pakistan ont testé des bombes atomiques en 1998. Quelle prétention de la part de deux pays en développement, disait-on, que de vouloir acquérir la même puissance de destruction que le monde civilisé autoproclamé! Leur tentative d'instaurer une symétrie du pouvoir avec le Nord a échoué. Les essais nucléaires ont enclenché des sanctions économiques et un ostracisme politique, dont les pays occidentaux ont profité au détriment du Pakistan et de l'Inde.

Plus de trente ans plus tard, l'insubordination militaire des deux États d'Asie du Sud trouve écho dans l'action juridique de l'Afrique du Sud. En janvier dernier, celle-ci a poursuivi l'État d'Israël pour génocide devant la Cour internationale de justice. Si le droit international et la Déclaration des droits de la personne sont réellement universels, on devrait les appliquer en respectant l'égalité de traitement.

La polarisation s'accroît

Le comportement politique des adeptes d'une symétrie du pouvoir est élastique : selon la cause et l'objectif de l'indignation, leur point de vue se fait cosmopolite ou local, leurs allégeances historiques fluctuantes. Ces personnes sont riches, pauvres ou de la classe moyenne ; religieuses, agnostiques ou athées ; autochtones ou immigrées. Et elles sont sensibles au ressentiment contre des adversaires aux contours suffisamment flous pour que l'on apporte des réponses simples à des questions complexes. Quand la rhétorique se fait populisme, les contours deviennent plus nets et la position tranche de nouveau avec celle « des autres », que ce soit à gauche, à droite ou au centre, pour ou contre le comblement des fossés entre les points cardinaux géographiques et hiérarchiques.

On peut généralement comparer la polarisation de la société à une vague qui finit par s'aplatir. Mais à en croire un rapport de l'institut de recherche indépendant Varieties of Democracy, elle prend une forte ampleur depuis quelques années. On considérerait la polarisation comme une menace pour la paix sociale dans 5 des 202 pays sondés en 2011... et dans 32 en 2022. Près d'un quart des personnes interrogées ont affirmé être en colère surtout en raison de l'injustice et de la perte de démocratie. Un sentiment qui pourrait bien pousser les gens à rejeter les contraintes et à se réapproprier leur autonomie.

Les conséquences dramatiques du capitalisme de casino

Après avoir vaincu le communisme, le capitalisme s'est présenté comme jumeau naturel de la démocratie. En promettant liberté et prospérité, il a ouvert la voie au libéralisme économique, séduisant même les milieux sociaux-démocrates. À l'instar de nombreuses autres branches économiques, le secteur financier s'est vu affranchi des lois modératrices. Le capitalisme de casino est devenu la norme avec, à la clé, de gros risques pour la majorité, des gains colossaux pour une minorité. Ce jeu a provoqué la crise financière mondiale de 2008, où des millions de personnes ont perdu leur emploi et leurs biens. Au lieu de resserrer la vis dans le secteur financier, les gouvernements ont sauvé plusieurs banques, renforçant ainsi le libéralisme et incitant les entreprises à investir dans l'innovation numérique.

Les entreprises tech, aussi puissantes que des États

Un nouveau type de capital est venu : les algorithmes. Sur eux reposent l'informatique en nuage et l'intelligence artificielle qui font désormais partie de notre quotidien, que ce soit sous forme d'espace de stockage virtuel, de diffusion musicale et vidéo en continu, de magasins en ligne, de moteurs de recherche et d'agents conversationnels. Les utilisatrices et utilisateurs paient leurs abonnements aux entreprises de la tech et leur confient d'inimaginables quantités de données sensibles, sans rien obtenir en retour. Les offres sont devenues si attrayantes qu'il semble déraisonnable

de s'en priver. Plus on utilise ces services numériques, plus ils engendrent de dépendance. Les firmes technologiques traitent les données au moyen de leurs algorithmes et les vendent à des partis, services secrets, armées et entreprises. Leurs revenus atterrissent souvent sur des comptes bancaires dans des paradis fiscaux, au lieu de retourner dans le circuit de l'économie nationale et d'y être dépensés. Les propriétaires d'entreprises technologiques acquièrent ainsi un pouvoir social, économique et politique qui concurrence celui de l'État.

Mobilisation transfrontalière grâce à internet

Il y a quelques années encore, critiquer le libéralisme économique passait pour une hérésie. La remise en question actuelle du dogme de la liberté de commerce et d'industrie, de l'utopie d'une croissance illimitée révèle que les croyances changent à l'échelle mondiale. Cela se voit également dans les marches de protestation en faveur de la démocratie à Tunis et Bogotà, dans les veillées pour la paix à Londres et New York, dans ces cheveux que l'on coupe au nom des droits de la personne à Téhéran et Berlin. La technologie numérique, celle-là même qui menace de saper des libertés civiles durement acquises, permet aussi aux gens de coordonner leur mobilisation et d'échanger des informations par-delà les frontières.

On évoque souvent la relocalisation et la démondialisation. Or, en ramenant le rendement économique – et avec lui le capitalisme – à une échelle plus petite, on risque bien de voir apparaître de nouveaux clivages entre points cardinaux géographiques et hiérarchiques. À moins de lier intimement le mode de calcul de la prospérité, de la croissance et de la balance du commerce extérieur à une forte symétrie du pouvoir, avec des moyens non violents et moins de colère. •

Exclusivement
sur
moneta.ch

Dé-globaliser équitablement

Par Katharina Wehrli

Les crises telles que la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont montré à quel point les chaînes d'approvisionnement globales sont fragiles. Après des décennies de mondialisation, les pays industrialisés tentent de remettre à fabriquer certains produits. Dans cette entrevue, Andreas Missbach, de l'ONG Alliance Sud,

explique comment organiser cette «relocalisation» afin qu'elle ouvre de nouvelles perspectives économiques aux pays du Sud et aboutisse à davantage de justice sur la planète.

Exclusivement sur
moneta.ch/global-local-justice

LES PAGES DE LA BAS

APRÈS-GENÈVE: L'ÉCONOMIE DURABLE EXISTE, NOUS L'AVONS RENCONTRÉE

Démontrer qu'une autre manière de consommer et de produire est possible, permettre la rencontre avec cette autre économie tout près de chez soi, dans les quartiers, valoriser la proximité et boucler les boucles de la matière: tels sont les objectifs des entreprises membres d'APRÈS, la faïtière genevoise de l'ESS, dont le projet phare est Locali. En voici une description.

Texte: René Longet, Membre du comité d'APRÈS-GE de 2013 à 2023

L'économie sociale et solidaire (ESS), pionnière de l'économie durable

Issue de l'auto-organisation de productrices et producteurs ainsi que de consommatrices et consommateurs au XIX^e siècle, reconnue comme catégorie légale dans de nombreux pays, l'ESS rassemble des coopératives d'habitation, de production et de consommation, des mutuelles d'assurance et d'épargne, mais aussi des entreprises du bâtiment et de l'agroalimentaire. Leurs points communs sont une gouvernance participative, un engagement autour de l'utilité sociale et du bien commun, des rémunérations et des prix équitables pour toutes les parties prenantes, un impact écologique positif.

À Genève, depuis 2003, APRÈS-GE (Association pour la PRomotion de l'Economie Sociale et solidaire) - le réseau de l'économie sociale et solidaire - offre soutien et visibilité aux entreprises engagées dans ce sens. La BAS est de la partie depuis le début. «Des changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment sont indispensables pour réaliser un développement durable à l'échelle mondiale», déclarait l'ONU en 2002, dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable. Engagement souvent répété depuis, mais encore loin d'être appliqué de manière large. L'ESS s'y inscrit activement et diffuse ses bonnes pratiques comme autant de contributions et d'incitations à une économie durable.

Déjà 6000 emplois dans le canton de Genève

Regroupant 450 entreprises et 350 membres individuels, la faïtière genevoise de l'économie sociale et solidaire ne cesse d'accueillir de nouvelles entreprises répondant

à ses critères et à sa charte. Représentant 6000 emplois, ses entreprises membres démontrent non seulement qu'il est souhaitable tout autant que possible de produire et de consommer autrement. Beaucoup d'entre elles sont également engagées dans l'économie circulaire: ateliers de réparation, bibliothèques d'objets, activités d'upcycling.

Une étude réalisée en 2021 montre que près de deux tiers des revenus générés par l'ESS proviennent des ventes, dont 58 pour cent des marchés privés et 5 pour cent de commandes publiques; les dons représentent un peu plus de 7 pour cent et les subventions pour prestations effectuées 28 pour cent. Plus de 80 pour cent des entreprises membres sont actives dans les six domaines suivants: social, santé et insertion (14,7 pour cent); arts, culture, sport et loisirs (14,4); enseignement, formation et petite enfance (13,2); services non alimentaires (13,2); engagements citoyens locaux et de solidarité internationale (12,5); secteur agroalimentaire et de la restauration (10,1). Les femmes occupent 46 pour cent des sièges dans les instances stratégiques.

Enfin, si le salaire annuel médian brut (pour un équivalent temps plein) le plus bas est de 60000 francs (soit 5000 par mois), le salaire annuel médian brut le plus haut est de 96000 francs soit 8000 par mois (par rapport à un salaire médian brut à Genève de 7609, OFS 2022). Cet écart signifie que les plus hauts salaires sont 1,6 fois plus élevés que les plus bas, alors que selon le syndicat Unia, l'écart en Suisse était de 137 (Unia 2020). L'enquête a également permis de consolider un répertoire de 72 bonnes pratiques entrepreneuriales.

Apporter la durabilité économique au cœur des quartiers

Un axe important d'APRÈS-GE est d'amener une offre durable au plus près du quotidien de la population. APRÈS-GE a reçu des mandats de villes suburbaines pour renforcer la vie des quartiers à travers la présence d'entreprises de l'ESS. Un projet phare est Locali, qui



Une nouvelle façon de consommer: dès l'automne prochain, Locali proposera à la population genevoise de s'abonner à des biens et services de proximité. Ce nouveau concept montre qu'une consommation durable est possible.

proposera dès l'automne 2024, à l'ensemble de la population genevoise et dans chaque quartier, une offre d'abonnements à des biens et services de proximité permettant de réduire de manière significative son empreinte écologique (70 pour cent de diminution de l'empreinte carbone si l'on consomme largement local). Ces abonnements concernent une alimentation locale et de saison dans une épicerie, des objets mutualisés dans une bibliothèque d'objets, des trocs de vêtements et une centrale de mobilité durable (TP, vélos, voitures).

Fédérer plus largement

Depuis 2022, APRÈS-GE dispose d'un lieu dédié à ses activités au cœur de l'écoquartier de la Jonction, qui est non seulement son siège et sa vitrine, mais permet surtout de renforcer la dynamique des alternatives économiques: L'ESPACE. APRÈS est aussi cofondatrice et actrice engagée du concours annuel IDDEA (idées de développement durable pour les entreprises d'avenir), créé en 2013. APRÈS s'engage également pour la promotion d'une économie durable dans le débat public.

Enfin, APRÈS-GE s'inscrit aussi bien dans un réseau international (RIPESS Europe) que romand (APRÈS-VD, APRÈS-BEJUNE) et national. Ainsi, les collaborations se renforcent avec SENS (plateforme nationale de l'entrepreneuriat social), la FSE (Fédération suisse des entreprises), ECONGOOD (mouvement de l'économie du bien commun) ou encore au sein de la coalition «Longue vie à nos objets», dans le but de porter plus fortement la vision et les pratiques d'une économie durable. Reconnaissance particulièrement précieuse: en avril 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait une résolution encourageant les États «à appuyer et favoriser l'économie sociale et solidaire en tant que modèle possible de développement économique et social durable», y compris sur les marchés publics.

UN NOUVEL OUTIL D'ÉVALUATION IMMOBILIÈRE

La BAS a conçu en 2023 l'outil en ligne «BAS-ImmImpact» afin de remplacer son ancien Rating immobilier. Unique en son genre, il évalue et classe la durabilité de bâtiments. On peut ainsi déterminer soi-même, en un quart d'heure, l'impact environnemental d'un bien immobilier et des choix de construction. Les propriétaires d'un bâtiment résidentiel ou commercial reçoivent d'abord un certificat provisoire. Généré automatiquement, il fournit une première estimation de la durabilité du bien en question. Les données sont ensuite affinées lors d'un entretien de conseil, qui aboutit à la délivrance d'un certificat définitif. Celui-ci permettra, avec d'autres critères, la détermination des intérêts de l'hypothèque. Une réduction du taux est possible selon le niveau de durabilité.

Le nouvel outil en ligne peut aussi servir à évaluer des projets de construction.



Illustration: art.Lischock

Informations supplémentaires:
bas.ch/immoimpact

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

« BIODIVERSITÉ ET PRODUCTION ALIMENTAIRE VONT DE PAIR »

L'initiative biodiversité veut faire de la crise des espèces une priorité politique. Selon Marcel Liner, de Pro Natura, l'Union suisse des paysans a tort de s'opposer à cette initiative populaire. Lui et Braida Dür, agricultrice et membre du conseil d'administration de la BAS, proposent leur définition d'une agriculture respectueuse de la biodiversité.

Propos recueillis par Pieter Poldervaart



moneta : Braida Dür, voilà cinq ans, tu as repris avec ta famille une ferme bio à Couvet, dans le Val-de-Travers. Que faites-vous en faveur de la biodiversité ?

Braida La moitié de nos cinquante hectares se compose de pâturages boisés riches en espèces. Un quart abrite des espèces particulièrement précieuses d'un point de vue écologique. Nos vaches broutent ces surfaces et, quand il le faut, nous retirons les mauvaises herbes et buissons qui pourraient prendre le dessus. Cela offre des habitats variés pour une grande biodiversité. Nous épandons des engrais de ferme uniquement sur les prairies les plus intensives. Ce qui fait relativement peu par rapport à la surface, car nous avons trente vaches.

Photos: Ruben Hollinger



Braida Dür est agricultrice et a adopté des systèmes de production durables. Elle exploite avec son mari une ferme bio à Couvet (Val-de-Travers NE). Elle fait partie du conseil d'administration de la BAS.



Marcel Liner a étudié l'agronomie à l'EPFZ. Il est responsable de la politique agricole chez Pro Natura, association de protection de la nature.

Quel est l'inconvénient de ce type d'exploitation ?

Braida Il exige beaucoup de travail, vu que nous devons parfois franchir de longues distances avec les animaux pour aller au pâturage et en revenir. En outre, comme nous utilisons peu d'engrais de ferme, nos rendements sont limités. Nous récoltons bien moins de foin que nos voisins, qui épandent régulièrement du purin et se servent d'engrais de synthèse. Notre mode d'exploitation reste possible pour le moment grâce aux paiements directs et à l'aide de nombreux bénévoles.

Marcel Liner, la protection de la nature et la biodiversité dans l'agriculture ne sont-elles possibles qu'en s'autoexploitant ?

Marcel Non, car le système suisse des paiements directs rémunère des prestations écologiques spécifiques. L'usage extensif est idéal pour une ferme comme celle-ci, située à 1100 mètres d'altitude.

Mais tout le monde ne veut pas pratiquer l'agriculture comme la famille Dür.

Marcel Personne n'y sera obligé même si l'initiative biodiversité est acceptée. J'aimerais savoir pourquoi l'Union suisse des paysans combat une initiative populaire qui n'impose rien de nouveau à l'agriculture.

Peux-tu être plus précis ?

Marcel Depuis 2006, les « objectifs environnementaux pour l'agriculture » donnent des directives claires en matière de protection de la nature. Si on les avait appliquées, nous aurions aujourd'hui déjà suffisamment de « surfaces nécessaires à la sauvegarde et au renforcement de la biodiversité », comme le demande l'initiative. Pour préserver la biodiversité, d'autres secteurs doivent effectuer un rattrapage au moins aussi considérable que l'agriculture.

Par exemple ?

Marcel On peut citer le secteur financier, où l'on ose à peine parler de biodiversité. La Confédération ne dispose pas des bases légales indispensables pour réduire les investissements et crédits nuisibles à la biodiversité. Il est urgent d'y remédier, parce que l'industrie des banques et des assurances est un secteur important en Suisse.

L'initiative sur la biodiversité ne donne aucun chiffre et reste très vague. Quel serait l'intérêt d'un « oui » ?

Marcel Elle renforce l'ancrage de la protection de la biodiversité dans la Constitution. Cela contribue à lutter contre l'exploitation à outrance, qui met de plus en plus de pression sur notre environnement.

Braida, l'agriculture n'a-t-elle pas compris ce message ?

Braida La formulation de l'initiative biodiversité est très ouverte. Elle laisse une grande marge d'interprétation et suscite l'incertitude. Dans l'agriculture, nous aimerions produire des denrées alimentaires saines plutôt que de devoir d'abord entretenir les paysages et garantir la biodiversité. La crainte que l'initiative amène de nouvelles restrictions peut expliquer certaines attitudes de rejet.



Braidia Dür et Marcel Liner dans la ferme bio de la conseillère d'administration de la BAS, dans le Val-de-Travers NE. L'exploitation adaptée au lieu permet une agriculture durable et favorable à la biodiversité.

Alors: rendement ou protection de la nature ?

Braidia Cette approche du «soit l'un, soit l'autre» me paraît peu pertinente. Il est essentiel, pour la biodiversité, de s'adapter au lieu. Quand l'activité agricole respecte le sol, la topographie, le climat et la structure de l'exploitation, une production alimentaire durable est possible. Biodiversité et production alimentaire vont de pair.

Quelles sont les conséquences pour notre système alimentaire ?

Braidia Sur des prairies permanentes, les vaches, moutons et chèvres valorisent parfaitement le fourrage grossier disponible. Une herbe saine, des plantes aro-

matiques et du trèfle donnent du lait et de la viande de qualité. En revanche, il faudrait réserver les terres arables à la production de nourriture pour les humains et utiliser exclusivement des sous-produits de l'industrie alimentaire pour nourrir les animaux. Logiquement, dans un système alimentaire suisse durable, l'élevage de poulets et de porcs serait marginal.

Un tel changement constituerait une révolution.

Marcel Ce tournant n'est évidemment pas réalisable du jour au lendemain, mais d'ici quinze ans, la moitié des exploitations agricoles aura connu un changement de génération. Chaque transmission de ferme devrait être l'occasion de repenser la production et de l'orienter vers davantage de durabilité, pour qu'elle soit plus en phase avec la situation géographique et topographique.

Mais cela ferait baisser encore le taux d'autosuffisance alimentaire, qui avoisine aujourd'hui un modeste cinquante pour cent.

Marcel Nous devons changer notre manière de consommer. Actuellement, près de deux tiers des terres arables du Plateau suisse servent à cultiver des aliments destinés aux animaux. Nous en importons en plus 1,2 million de tonnes par an. Manger directement ces calories végétales au lieu de les utiliser pour engraisser du bétail serait un moyen d'augmenter largement l'approvisionnement national.

Braidia Je suis certaine qu'une production alimentaire adaptée au lieu et respectueuse de la biodiversité ne se traduit pas forcément par une diminution du taux d'autosuffisance. D'autre part, nous ne devrions pas envisager la biodiversité comme un sujet à part: les crises de la biodiversité, de l'alimentation et du climat sont étroitement liées. Les consommatrices et consommateurs doivent aussi prendre leurs responsabilités. C'est seulement ensemble que nous pourrions franchir les obstacles.

LA BAS DIT «OUI» À L'INITIATIVE SUR LA BIODIVERSITÉ

Le 22 septembre prochain, le peuple votera sur l'initiative biodiversité, que la BAS recommande d'accepter. En qualité d'organisation partenaire, elle soutient la campagne de votation. La stratégie de durabilité de la Banque considère la protection de la biodiversité et du climat comme prioritaires. L'agriculture durable est l'un de ses neuf domaines d'encouragement. La BAS exclut rigoureusement de ses activités commerciales l'agriculture industrielle et l'élevage intensif. Elle ne finance pas non plus de bâtiments qui contribuent au mitage du territoire. En revanche, elle

soutient un aménagement des surfaces respectueux de la biodiversité.

L'initiative souhaite ancrer dans la Constitution une meilleure protection de la biodiversité, exigeant davantage de surfaces et de moyens pour la préserver. Pour la BAS, cela est nécessaire afin d'obtenir des mesures de protection efficaces et de sensibiliser sur leur urgence. La mise en œuvre et les objectifs quantitatifs demeurent ouverts et aucune branche n'est spécifiquement visée. Laisser beaucoup de marge de manœuvre à la législation doit permettre

de tenir compte au mieux des différents intérêts et conflits d'objectifs, par exemple en ce qui concerne le niveau d'acceptabilité pour l'agriculture ou le taux d'autosuffisance de la Suisse pour les denrées alimentaires.

Informations supplémentaires:

Prise de position de la BAS sur l'initiative:
bas.ch/initiative_biodiversite
 Initiative: initiative-biodiversite.ch



TON APPRENTISSAGE À LA BAS

Une place d'apprentissage est proposée à notre siège à Olten, dès août 2025 :

EMPLOYÉ-E DE COM- MERCE CFC BANQUE AVEC OU SANS MATURITÉ PROFESSIONNELLE

En trois ans, nous t'apprendrons tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de banque. Mais pas seulement: à la BAS, tu découvriras aussi comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur.

Pendant ton apprentissage, tu te familiariseras avec nos 13 différents services de la Banque Alternative Suisse ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation professionnelle aura lieu à Olten, la formation bancaire et les cours interentreprises au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Pour ton apprentissage, choisis une banque qui, depuis plus de 30 ans, a d'autres ambitions que juste faire de l'argent!

Information importante : l'apprentissage se déroulera en allemand. Le lieu de formation est le siège social de la BAS à Olten.

Simone Fausel, collaboratrice du cercle du personnel, répondra volontiers à tes questions:
simone.fausel@abs.ch
T 062 206 16 03



Cette vidéo te donnera un aperçu de la formation à la BAS.

L'AG ÉLIT DEUX NOUVEAUX MEMBRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ADOPTE TOUTES LES PROPOSITIONS

La 33^e assemblée générale ordinaire de la Banque Alternative Suisse SA s'est déroulée le 17 mai 2024 à l'Umwelt Arena de Spreitenbach AG. Elle a élu Marion Pester et Christian Regnicoli (voir portraits en p. 19) au conseil d'administration pour un mandat de trois ans.

Texte: Julia Barriga

Les 340 actionnaires présent-e-s totalisaient 7830 voix. En outre, 46 340 voix avaient été déléguées au représentant indépendant et 619 transmises à d'autres personnes par procuration. Cela correspond à 30,73 pour cent des actions avec droit de vote. À une large majorité, l'assemblée générale (AG) a suivi toutes les propositions du conseil d'administration (CA). Elle a notamment

- approuvé le rapport annuel 2023 du CA ainsi que les comptes annuels 2023. Elle a aussi pris connaissance des rapports de l'organe de révision et de l'organe indépendant de contrôle d'éthique;
- décidé d'attribuer à la réserve légale générale 1 800 000 francs sur le bénéfice au bilan, d'allouer 200 000 francs au Fonds d'innovation et de reporter 403 996 francs à nouveau;



De g. à d.: Christian Regnicoli, Valérie Anouk Clapasson, Attila Baumgartner, Christoph Birkholz, Anna Zuber, Anita Wymann, Albi Wuhrmann, Marion Pester. Manquent sur la photo: Braida Dür et Gerhard Andrey.

DEUX NOUVELLES PERSONNES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BAS

- choisi de verser aux actionnaires 1 666 737 francs prélevés dans les réserves issues d'apports de capital sous forme de dividende (10,00 francs pour les actions de catégorie B et 1,00 franc pour celles de catégorie A);
- donné décharge au conseil d'administration pour l'exercice 2023;
- élu Ethix – Laboratoire d'éthique de l'innovation en tant qu'organe de contrôle d'éthique indépendant pour un mandat de trois ans;
- approuvé différentes modifications statutaires, dont l'introduction de la marge de fluctuation du capital, qui permet d'obtenir en l'espace de cinq ans jusqu'à 55,5 millions de francs de nouveau capital-actions;
- approuvé une adaptation des Lignes directrices.

Pour en savoir plus

- Discours d'Anita Wymann, présidente du CA, et de Rico Travella, membre de la direction générale: bas.ch/ag
- Rapport de gestion 2023 de la BAS: bas.ch/rg2023
- Statuts de la BAS du 17 mai 2024: bas.ch/statuts
- Vidéo d'Ethix sur le thème «la politique de la BAS en matière de conditions», analysé en 2023: bas.ch/rapport-ethique

MARION PESTER

Une activité bancaire qui repose sur des valeurs et se focalise sur l'économie réelle: porteur d'avenir, le modèle d'affaires de la BAS a attiré l'attention de Marion Pester il y a plusieurs années déjà. Cette économiste diplômée vit en Suisse orientale. «J'aime particulièrement la transparence de la Banque et le fait qu'elle mesure régulièrement où elle se trouve par rapport à ses objectifs», explique-t-elle. Elle apprécie aussi que la BAS fonctionne comme une coopérative. Marion Pester s'est spécialisée dès ses études dans l'autogestion. Elle a travaillé plusieurs années au sein de la direction d'établissements financiers organisés en coopératives à Francfort et Zurich. Dès 2016, cette experte en finance a transmis ses connaissances en tant que chargée de cours à la ZHAW de Winterthur et à la tête du département d'économie de la Haute école spécialisée de Suisse orientale.

Après plusieurs décennies dans le domaine opérationnel, le sexagénaire a bifurqué vers le développement organisationnel, se consacrant désormais à des mandats spécifiques. Marion Pester collabore avec la PME allemande Attempto GmbH & Co. KG, qui fournit des conseils en informatique et logiciels bancaires. Elle souhaite faire profiter la BAS de son savoir dans ces domaines.

Forte de sa longue expérience dans des organes dirigeants, Marion Pester mesure à quel point les collaboratrices et collaborateurs sont indispensables au succès d'une entreprise. Elle privilégie la culture de la discussion et la réflexion. Et même si prendre des décisions peut parfois exiger du temps, «en bonne inconditionnelle des coopératives, j'aime discuter et cela aboutit à de meilleurs résultats».



CHRISTIAN REGNICOLI

Après son apprentissage chez Crédit Suisse, Christian Regnicoli – qui a fêté ses 49 ans – est entré dans le domaine de la clientèle institutionnelle. Il y a côtoyé des entreprises artisanales encore fortement liées à leur banque. «Cette confiance vis-à-vis du secteur financier a beaucoup diminué depuis lors», constate-t-il. Après une formation d'économiste d'entreprise HES en cours d'emploi, notre homme a été engagé en 2008 par Invesco Asset Management, puis par le gestionnaire de fortune étatsunien Fidelity, où il s'est concentré sur les pays émergents. «En 2013, le moment était venu de faire une pause. J'ai donc accompli un tour du monde pendant un an avec ma compagne d'alors.» Un changement de perspective salutaire: «J'ai réalisé à quel point on pouvait se contenter de peu.» Les rencontres faites en chemin ont motivé Christian Regnicoli à entrer en 2014 chez responsAbility, gestionnaire de fortune spécialisé dans l'investissement à impact, au poste de responsable de la clientèle institutionnelle.

Son dernier changement de carrière a eu lieu en 2022, suite à la vente de responsAbility. Il a rejoint Incofin Investment Management, qui se concentre sur la microfinance, l'agriculture et l'alimentation ainsi que l'accès à l'eau potable à prix abordable. «J'ai été impressionné de voir comment, grâce à un crédit de ce genre, l'électricité arrivait pour la première fois dans un village kenyan», se souvient-il.

Membre du conseil d'administration de la BAS, Christian Regnicoli aimerait convertir ses connaissances opérationnelles en savoir-faire stratégique. Il est également professeur invité dans plusieurs hautes écoles (HSLU IFZ, HSG, Université de Zurich) pour l'investissement à impact. M. Regnicoli pense que le fonds de placement de la BAS mérite d'être mieux connu: «Des valeurs éthiques comme la transparence et l'économie réelle sont extrêmement importantes à mes yeux et elles font aussi avancer la société.»



Photos: Jean-Christophe Dupasquier

MERCI, SVEN!

par Anita Wymann, présidente du conseil d'administration



Photo: Jean-Christophe Dupasquier

Sven Lidén s'est retiré du conseil d'administration de la BAS lors de l'assemblée générale 2024. Il l'avait rejoint en 2013, quand la BAS cherchait une personne spécialisée dans les placements et les opérations sur titres. La Banque souhaitait développer ses activités de placement pour en faire un pilier supplémentaire et une source de revenus.

Économiste formé à l'Université de Saint-Gall, Sven Lidén était la perle rare. PDG d'une société de gestion d'actifs pour investissements en capital, il est arrivé avec une riche expérience. Sven a notamment été membre et responsable du co-

mité de crédit, ainsi que du Fonds d'innovation. La Banque a bénéficié de ses connaissances pointues, de son flair pour les activités dignes d'intérêt et de soutien, de même que de sa passion pour lancer des modèles d'affaires durables.

Sven parle peu, mais quand il le fait, il va droit au but, sans agitation, de façon réfléchie et précise. Sans jamais se préoccuper de lui-même, il a toujours recherché la meilleure solution pour la BAS. En témoigne la manière dont, récemment, il a participé à la dissolution de «son» comité de crédit et l'a soutenue, car la nouvelle perspective lui paraissait avoir du sens.

Sven est très attaché à ses racines suédoises. Il aime voyager dans ce grand pays nordique et le faire découvrir à ses enfants.

Cher Sven, nous te remercions de tout cœur pour cette longue collaboration. Tu as apporté au conseil d'administration ton calme, tes compétences et ton humour subtil. Tu as contribué à façonner la BAS au cours de onze années particulièrement mouvementées (taux d'intérêt négatifs, forte progression, nouveaux secteurs d'activité, nouveau modèle d'organisation et tant d'autres choses encore).

Nous te souhaitons le meilleur pour tes projets, de nombreuses rencontres passionnantes lors de tes voyages, beaucoup de joie avec ta famille, du plaisir avec ton jeune chien et du temps pour profiter de la vie.

«VIVEMENT QUE D'AUTRES BANQUES NOUS IMITENT!»

Sven Lidén a quitté le conseil d'administration de la BAS après y avoir siégé pendant onze ans. Il espère voir arriver de nouveaux véhicules de placement ainsi que des banques inspirées par le modèle BAS.

Propos recueillis par Pieter Poldervaart

moneta: Sven Lidén, tu es entré au conseil d'administration de la BAS en 2013. Quels ont été les sujets brûlants depuis lors?

Sven Lidén Cette période a été marquée par des taux d'intérêt négatifs et nuls. Il a alors été très difficile d'atteindre la rentabilité, surtout dans une banque où les idéaux comptent davantage que les gros bénéfices. Mon rôle a consisté à attirer régulièrement l'attention sur la rentabilité nécessaire et à apporter mes compétences en matière de placements.

Qu'est-ce qui a changé à la BAS depuis 2013?

Elle a beaucoup grandi et elle est devenue économiquement très saine. Ses organes sont stables. Je pense qu'il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des placements. Le Living Values - Balanced Fund que nous avons lancé voilà cinq ans témoigne de l'engagement pour de nouveaux véhicules de placement. Afin d'être rentables, ces derniers doivent atteindre 50 à 100 millions de francs. Or, notre fonds s'élève désormais à quelque 104 millions: une somme considérable pour une petite banque comme la BAS.

Qu'est-ce que ta participation au conseil d'administration de la BAS a apporté à ton activité de gestionnaire de fortune?

J'ai pu apporter beaucoup, en matière d'investissement durable, à mes activités dans le domaine du capital-investissement. À mes débuts, il n'y avait aucun critère environnemental, social et de gouvernance (ESG) dans ce domaine.

Aujourd'hui, tu prends ta retraite et vas vivre dans les Grisons.

Tout à fait. Je cède la place à de nouvelles personnes au conseil d'administration de la BAS. Cela permettra aussi à plusieurs membres de longue date de s'en aller de façon échelonnée. Et mon plus grand souhait est de voir d'autres banques nous imiter en matière de durabilité.

« L'AVENIR DE LA PROTECTION DES CULTURES EST BIOLOGIQUE »

Le groupe Andermatt connaît une forte croissance depuis plusieurs années et, avec lui, son siège à Grossdietwil LU. Le fournisseur de produits phytosanitaires biologiques vient d'ailleurs d'en achever l'extension avec le soutien de sa partenaire financière de longue date: la BAS.

Texte: Béatrice Koch

Un projet du secteur
d'encouragement
BAS



AGRICULTURE
DURABLE

Martin et Isabel Andermatt ont conçu leur premier produit, Madex, destiné à lutter contre le carpocapse (un papillon dont la chenille infeste certains fruits), dans leur logement pour étudiant-e-s à Zurich. Un an plus tard, le couple a transféré le siège de son entreprise à Grossdietwil, dans le canton de Lucerne. Quelque 35 ans sont passés et la jeune pousse est désormais un groupe de sociétés présent dans le monde entier, avec 24 filiales et plus de 600 employé-e-s. Le chiffre d'affaires progresse chaque année de 15 pour cent. Au travers de ses filiales Andermatt Biogarten et Biovet, le groupe est actif aussi dans les domaines des jardins potagers et de la santé animale. L'évolution de l'entreprise se reflète tout naturellement dans son infrastructure: de nouveaux locaux ont vu le jour au fil du temps à Grossdietwil pour la logistique, la production et l'administration. Le bâtiment le plus récent couvre une surface utile de 7600 mètres carrés et représente un investissement de 16 millions de francs. Aux dires de Daniel Zingg, président de la direction, il s'agit de la douzième et plus grande phase de construction. La BAS accompagne le groupe Andermatt depuis le début, par le biais de crédits immobiliers. D'après M. Zingg, son groupe et la banque partagent des valeurs comme la durabilité et l'intégrité, ainsi que la volonté d'améliorer le monde avec leurs produits et prestations.

L'action ciblée des produits biologiques

Contrairement à leurs concurrents chimiques, les produits phytosanitaires biologiques agissent avec une grande précision. Le Madex, par exemple, contient un granulovirus qui tue spécifiquement les larves de carpocapse, sans danger pour les autres organismes vivants. Il faut donc répondre à chaque problème avec la préparation adéquate. Les produits biologiques préservent les insectes utiles, ils se dégradent plus rapidement dans le sol et les eaux souterraines que les produits de synthèse, et ils ne laissent aucun résidu chimique sur les fruits et les légumes. Les formules phytosanitaires biologiques sont généralement très efficaces, ainsi que l'explique Daniel Zingg, mais elles doivent franchir deux obstacles. D'abord l'enregistrement au registre des produits, onéreux, car on a besoin de plusieurs substances différentes au lieu d'une seule, chimique, à large spectre. Ensuite la formation à une bonne utilisation, ce qui a également un certain prix: «Si l'agricultrice ou l'agriculteur se sert du produit au mauvais endroit ou au mauvais moment, il ne fonctionnera pas», souligne M. Zingg. Toutefois, compte tenu de ce que coûtent les conséquences à long terme des produits chimiques - par exemple en cas d'apparition de résistances ou de nuisances à la santé -, les produits biologiques reviennent pour finir bien moins cher que le recours à la chimie.

Le Madex fut le premier produit au monde à base de granulovirus à être enregistré, en 1987. L'essor du bio ne faisait que commencer. Lorsque Daniel Zingg a rejoint l'entreprise voilà une trentaine d'années, la clientèle était encore méfiante. «Nous devons sans cesse démontrer l'efficacité de nos produits.» Aujourd'hui, le marché traditionnel représente les trois quarts du chiffre d'affaires mondial du groupe Andermatt. «Je suis particulièrement heureux quand un agriculteur conventionnel se sert d'un produit biologique», glisse M. Zingg. «Cela prouve qu'il en reconnaît l'utilité.» Il estime à dix pour cent la part des produits phytosanitaires bio à l'échelle internationale. Elle est trois fois plus élevée en Suisse, pays pionnier en la matière. Mais le directeur est convaincu que d'ici quinze à vingt ans, la protection phytosanitaire biologique aura dépassé la chimie, notamment parce que de plus en plus de produits de synthèse perdent leur autorisation de mise sur le marché. «L'avenir de la protection des cultures est assurément biologique.»



Photo: mäd

En 1988, Isabel et Martin Andermatt ont créé l'entreprise (qui s'appelait alors Andermatt Biocontrol), afin de concevoir des produits innovants pour l'agriculture et pour un jardinage respectueux de l'environnement.

LE COURRIER

L'essentiel, autrement.

l'info à vos côtés

COMPRENDRE
LE MONDE,
AGIR ENSEMBLE



-30% sur nos abos
aux membres de nos
réseaux partenaires

lecourrier.ch/offres



HabitatDurable, l'association des propriétaires responsables

De A comme Assurance jusqu'à Z comme
Zéro émission, chez nous, vous êtes toujours
conseillé de manière compétente,
durable et éthique.



Abonne-toi
maintenant!

filmingo

Le streaming pour les amoureux du cinéma

Banel & Adama (2023)
de Ramata-Toulaye Sy, Sénégal



filmingo.ch

Les bons films, c'est aussi en DVD sur www.trigon-film.org



**BANQUE
ALTERNATIVE
SUISSE**

Réellement différente.

Les actions BAS redonnent du sens

En investissant dans des actions BAS,
vous participez à une économie plus sociale
et plus écologique.

bas.ch/actions

Cette annonce est une publicité; elle ne constitue pas une offre d'achat et a pour seul but d'informer.

artischock.net

« Nous devons bien comprendre ce que signifie se trouver au début de la chaîne d'approvisionnement »

La notion de responsabilité globale peut avoir des conséquences locales imprévues. Felix Ahlers, le fondateur de Solino, revient sur le nouveau règlement européen contre la déforestation. Il nous explique en quoi celui-ci pourrait nuire à de petites productrices et petits producteurs de café en Éthiopie.

Propos recueillis par Roland Fischer

moneta: Felix Ahlers, vous avez fondé Solino il y a une quinzaine d'années, afin d'importer du café tout en maintenant la valeur ajoutée dans le pays d'origine. Comment cela a-t-il commencé?

Felix Ahlers Le hasard y est pour beaucoup. Lors d'un séjour en Éthiopie, j'ai rencontré plusieurs personnes qui travaillaient dans le secteur du café. Elles m'ont expliqué que je ne pouvais pas les aider simplement en achetant leur marchandise. La pression des cours du marché mondial sur les prix était telle que même la rémunération du commerce équitable faisait peu de différence. Mais dès le moment où les productrices et producteurs peuvent bénéficier de la valeur ajoutée de chaque étape de transformation, par exemple la torréfaction et l'emballage, les choses changent.

Et pourquoi l'Éthiopie en particulier?

Les conditions étaient bonnes. Comme on boit beaucoup de café en Éthiopie, il existait déjà un important marché sur place ainsi que des filières locales de production et de torréfaction.

Rien ne s'opposait donc à la création de Solino?

Si, car l'Allemagne appliquait alors un droit de douane de trente pour cent sur les produits transformés. L'idée était d'importer des matières premières à bas coût qui seraient ensuite transformées sur territoire allemand. Nous avons dû beaucoup discuter, notamment avec le ministère de la Coopération économique. Nous avons démontré qu'il aurait été illogique d'envoyer des

fonds de développement en masse dans des pays défavorisés tout en entravant leurs exportations. J'ignore à quel point cette argumentation a pesé, mais en tout cas, ces taxes d'importation ont soudain été abrogées pour les pays les plus pauvres.

Voilà comment Solino est devenue florissante. Pourtant, son avenir est menacé. Expliquez-nous pourquoi.

Nous importons chaque année quelque 200 tonnes de café transformé d'Éthiopie et souhaitons continuer à nous développer. Or, le nouveau règlement européen contre la déforestation nous met des bâtons dans les roues : il impose de garantir que tout produit vendu dans l'UE provient de régions qui n'ont pas été déforestées après 2020. L'intention est bonne, mais la mise en œuvre mal ficelée. Le fardeau de la preuve incombe totalement aux productrices et producteurs. Une charge bien trop lourde pour les très petites exploitantes et petits exploitants avec qui nous collaborons.

Justement: faites-vous confiance à vos productrices et producteurs à ce sujet?

Oui, et c'est là que réside l'absurdité. Nous travaillons avec des gens qui cultivent le café de manière traditionnelle et respectueuse de la forêt et non dans des plantations résultant du déboisement. Il existe bien quelques grands producteurs en Éthiopie, mais la plupart des quelque quatre millions de caféicultrices et caféiculteurs ont de petits champs. Nous achetons aussi à des coopératives, ce qui empêche de déterminer de la provenance exacte de tel ou tel café.

Qu'arrivera-t-il si le règlement entre en vigueur sous sa forme actuelle?

Le pire scénario serait que les petites structures soient évincées du marché et que de grandes exploitations de café prennent leur place, simplement parce que les premières

ne peuvent pas fournir les justificatifs requis.

Quelles seraient les conséquences pour Solino?

Nous avons huit mois devant nous, et la mise en œuvre de l'ordonnance peut encore être reportée. Nous réfléchissons à la meilleure façon de procéder avec notre torréfacteur en Éthiopie. Peut-être devons-nous commencer par nous focaliser sur quelques coopératives, mais nous resterons en tout cas sur place. Il serait insensé de priver le pays de son principal marché pourvoyeur de devises.

Les ministères européens concernés ont-ils conscience de la gravité de la situation?

Je crois que oui, mais on continue de chercher une solution à ce casse-tête. Il me semble important que nous prenions nos responsabilités et empêchions autant que possible la déforestation. Mais nous devons bien comprendre ce que signifie se trouver au début de la chaîne d'approvisionnement.

Qu'en pensent-elles justement?

Beaucoup ont peur. Nous en employons 150 rien que chez nos fournisseurs. Imaginez à quel point il est difficile de leur expliquer que l'Europe, qui a détruit ses forêts il y a longtemps déjà, leur impose maintenant des directives presque impossibles à appliquer.



Photo: mäd

Felix Ahlers préside le conseil d'administration de Frosta, productrice allemande d'aliments surgelés. Cuisinier de formation, il a lancé en 2003 la « loi de pureté originale de Frosta », par laquelle l'entreprise familiale s'est engagée à renoncer intégralement aux additifs. En 2008, après un congé sabbatique de sept mois en Afrique, il a eu l'idée d'importer en Allemagne du café équitable cultivé et transformé en Éthiopie. Solino a vu le jour en Allemagne en 2019. En Suisse, son café est distribué par Claro.